



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement
Boisement de terres agricoles, d'une surface de 3,3790 ha
sur la commune de Segré-en-Anjou Bleu (49-Maine-et-Loire)

Le préfet de la région Pays de la Loire

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite.

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté, du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2025/SGAR/78 du 27 mai 2025 portant délégation de signature à madame Anne BEAUVAL, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu l'arrêté de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire N° 2025/DREAL/N° SDR-25-AG-04 du 1^{er} juillet 2025 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale au sein de la DREAL des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°004165/KKP relative au projet de boisement de terres agricoles, d'une surface de 3,3790 ha, situé sur la commune de SEGRE EN ANJOU BLEU (49), déposée par Monsieur Herve MARCUEYZ et considérée complète le 26/08/2025 ;

CONSIDÉRANT la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n°47 c) de la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du Code de l'environnement « Premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare »;
- qui consiste à créer un boisement de terres agricoles d'une surface de 3,379 hectares, avec plantation sur 2,7346 hectares de 90 % de robinier faux-acacia et de 10 % de charme (bordures périphériques de 6 m de large non plantées), soit une densité de plantation de 1 250 plants/ha, avec pour objectif la production de bois d'œuvre selon un document de gestion durable et une certification forestière PEFC ; avec une durée des travaux de plantation et d'entretien de 5 ans et des plantations effectuées de l'automne à la fin de l'hiver ;

CONSIDÉRANT la localisation du projet :

- sur les parcelles cadastrales : section 014A, n°1 et 8 et section 014B n°445, à Segré-en-Anjou Bleu ;
- en zone agricole A du Plan Local d'Urbanisme d'Aviré, zone qui permet l'accueil du projet ;
- sur une commune concernée par le Plan de Prévention des Risques inondations des affluents de l'Oudon pour un risque d'inondation par une crue à débordement lent de cours d'eau et le Plan de Prévention du Risque Minier de Segré pour un risque de mouvement de terrain, mais avec un projet hors des zones réglementées et peu concerné par ces risques (à 80 m d'altitude et avec des essences à racines profondes) ;
- en dehors de tout périmètre d'inventaire ou de protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager ;

CONSIDÉRANT les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire leurs effets :

- la conservation des haies et talus existants ;
- le maintien de bordures périphériques de 6 m non boisées, d'interlignes de 4 m sans travail du sol entre les lignes de plantation et un espacement de 2 m entre chaque plant ;
- le suivi des préconisations du Centre Régional de la Propriété Forestière des Pays de la Loire pour les opérations d'entretien du peuplement forestier (avec un document de gestion durable) ;
- l'absence d'arrosage et de traitement chimique des plants ;
- l'absence de clôture du futur boisement ;
- la plantation composée de 90 % d'essences de robiniers faux-acacias, espèce identifiée comme invasive ;

CONSIDÉRANT ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de boisement de terres agricoles, d'une surface de 3,3790 ha sur la commune de SEGRE EN ANJOU BLEU (49), est dispensé d'étude d'impact **sous réserve de la prise en compte de l'aspect invasif de l'essence principale plantée.**

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Conformément aux dispositions de ce même article, l'autorité compétente vérifie au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Herve MARCUEYZ et publié sur le site Internet suivant : <https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/#/public/portalReviews?place=Pays de la Loire>

Fait à Nantes, le 11 septembre 2025

Pour le préfet de région Pays de la Loire
et par délégation,
pour la directrice régionale de
l'environnement
de l'aménagement et du logement,
La cheffe du Service Connaissance des
Territoires et Évaluation (SCTE)

Signé

Annaïg LE MEUR

Délais et voies de recours pour les décisions imposant la réalisation d'une étude d'impact

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à la réalisation d'une évaluation environnementale, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux mais doit, sous peine d'irrecevabilité, donner lieu à un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) dans ce même délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions du VII de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable obligatoire devront être réalisées à partir du portail de l'évaluation environnementale à l'adresse suivante :

<https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/>

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision expresse ou implicite rejetant le recours administratif préalable obligatoire.

Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent :

Tribunal administratif de Nantes

6 allée de l'Île Gloriette

– CS 24 111 –

44041 NANTES cedex 1

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours ou Télérecours citoyens accessibles à partir du site www.telerecours.fr.